

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Bruxelles, le 4 août 1981.

W. CLAES

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 81 — 1352

28 JUILLET 1981. — Arrêté royal fixant la composition, la procédure et le fonctionnement du Conseil consultatif des étrangers

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment l'article 31;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le Conseil consultatif des étrangers, ci-après dénommé « le Conseil », a son siège au lieu désigné par le Ministre de la Justice.

Art. 2. Le Conseil est composé :

1^e d'un président et d'un vice-président représentant le Ministre de la Justice;

2^e de dix membres représentant les ministres ou secrétaires d'Etat qui ont dans leurs attributions respectives les Affaires étrangères, les Classes moyennes, la Coopération au développement, la Culture, l'Education nationale, l'Emploi et le Travail, l'Intérieur, la Justice, présentées à raison d'un membre pour chacune des administrations chargées de ces attributions et choisis parmi les fonctionnaires de celles-ci;

3^e de douze membres désignés parmi les candidats présentés par les organismes s'occupant de la défense des intérêts des travailleurs immigrés et par les organisations d'étudiants reconnues.

Art. 3. Il est nommé un suppléant à chacun des membres effectifs visés à l'article 2, 2^e et 3^e.

Art. 4. Le président, le vice-président, les membres effectifs et les membres suppléants sont nommés par Nous pour une durée de six ans. Leur mandat est renouvelable.

Le président et le vice-président doivent justifier de la connaissance, l'un de la langue française, l'autre de la langue néerlandaise.

Les membres effectifs visés à l'article 2, 2^e et leurs suppléants appartiennent pour moitié au rôle linguistique français et pour moitié au rôle linguistique néerlandais.

La moitié des membres effectifs visés à l'article 2, 3^e et de leurs suppléants doit justifier de la connaissance de la langue française et l'autre moitié, de la langue néerlandaise.

Art. 5. En cas de vacance survenant avant l'expiration d'un mandat de président, de vice-président ou de membre, il est procédé à la nomination d'un remplaçant selon les modalités prévues pour la nomination au mandat vacant.

Le remplaçant achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 6. Toute demande d'avis est adressée au Ministre de la Justice qui la transmet au Conseil.

Celui-ci se réunit sur convocation du président qui fixe la date, l'heure et l'ordre du jour des séances.

L'avis sollicité doit être émis dans un délai maximum de trois mois. Ce délai peut être prorogé par décision du Conseil avec l'accord de l'autorité qui a demandé l'avis sans que la durée totale des prorogations puisse excéder trois mois.

Art. 7. Le Conseil délibère valablement si la majorité de ses membres est présente.

A défaut, le Conseil peut, après une nouvelle convocation, délibérer valablement sur le même objet quel que soit le nombre des membres présents.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Brussel, 4 augustus 1981.

W. CLAES

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 81 — 1352

28 JULI 1981. — Koninklijk besluit tot regeling van de samenstelling, de rechtspleging en de werkwijze van de Raad van advies voor vreemdelingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op artikel 31;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Raad van advies voor vreemdelingen, hierna « de Raad » genoemd, heeft zijn zetel ter plaatse aangewezen door de Minister van Justitie.

Art. 2. De Raad is samengesteld uit :

1^e een voorzitter en een ondervoorzitter, die de Minister van Justitie vertegenwoordigen;

2^e tien leden die de ministers of staatssecretarissen vertegenwoordigen tot wier bevoegdheid onderschelderijk de Buitenlandse Zaken, de Middenstand, de Ontwikkelingssamenwerking, de Cultuur, de Nationale Opvoeding, de Tewerkstelling en de Arbeid, de Binnenlandse Zaken, de Justitie behoren, voorgedragen naar raad van een lid voor elk van de met die bevoegdheden belaste besturen en gekozen uit de ambtenaren van die besturen;

3^e twaalf leden aangewezen uit de kandidaten voorgedragen door de instellingen die zich bezighouden met de verdediging van de belangen van de gastarbeiders en door de erkende studentenverenigingen.

Art. 3. Er wordt een plaatsvervanger benoemd voor elk van de werkende leden bedoeld in artikel 2, 2^e en 3^e.

Art. 4. De voorzitter, de ondervoorzitter, de werkende leden en de plaatsvervanging leden worden door Ons benoemd voor zes jaar. Hun mandaat kan worden vernieuwd.

De voorzitter en de ondervoorzitter moeten doen blijken van de kennis van de ene van het Nederlands, de andere van het Frans.

De in artikel 2, 2^e bedoelde werkende leden en hun plaatsvervangers behoren voor de helft tot de Nederlandse en voor de andere helft tot de Franse taalrol.

De helft van de in artikel 2, 3^e bedoelde werkende leden en van hun plaatsvervangers moet doen blijken van de kennis van het Nederlands, de andere helft van de kennis van het Frans.

Art. 5. In geval van vacature vóór het verstrijken van een mandaat van voorzitter, ondervoorzitter of lid, wordt een plaatsvervanger benoemd op de wijze bepaald voor de benoeming in het vacante ambt.

De plaatsvervanger voltooit het mandaat van zijn voorganger.

Art. 6. Elk verzoek om advies wordt gericht aan de Minister van Justitie die het overmaakt aan de Raad.

De Raad vergadert na bijeenroeping door de voorzitter die de datum, het uur en de dagorde van de zittingen vaststelt.

Het gevraagde advies moet worden uitgebracht binnen een termijn van ten hoogste drie maanden. Deze termijn kan, met de toestemming van de overheid die het advies gevraagd heeft, bij beslissing van de Raad worden verlengd zonder dat de totale duur der verlengingen meer dan drie maanden mag bedragen.

Art. 7. De Raad beraadslaagt op geldige wijze als de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

Is die meerderheid niet aanwezig dan kan de Raad, na een nieuwe bijeenroeping, op geldige wijze over hetzelfde voorwerp beraadslagen en besluiten ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 8. Les votes ont lieu à la majorité des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du président ou du vice-président s'il préside est prépondérante.

Art. 9. Le Ministre de la Justice détache au moins deux fonctionnaires auprès du Conseil afin d'en assurer le secrétariat. Ils sont de rôle linguistique différent et titulaires d'un grade classé au moins au rang 22.

Art. 10. Le Conseil peut entendre des experts non-membres et recueillir toute information relative à l'objet de ses travaux.

Art. 11. Le Conseil établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Ministre de la Justice.

Art. 12. Le Conseil peut constituer des sous-comités suivant les modalités qui sont arrêtées dans son règlement d'ordre intérieur.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Art. 14. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 juillet 1981.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
Ph. MOUREAUX

F. 81 — 1353

**28 JUILLET 1981. — Arrêté royal
relatif à la Commission consultative des étrangers**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, notamment les articles 32 à 39;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. La Commission consultative des étrangers a son siège au lieu désigné par le Ministre de la Justice.

Art. 2. La présentation des personnes visées à l'article 33, alinéa 1er, 3^e, de la loi du 15 décembre 1980 est faite au Ministre de la Justice par les œuvres d'assistance, groupements, mouvements ou organisations s'occupant de la défense des intérêts des étrangers, au moyen d'une liste double d'un membre effectif et de deux membres suppléants. Chaque présentation mentionne si le candidat connaît le français ou le néerlandais.

Art. 3. La commission se réunit à l'initiative du président qui fixe la date, l'heure et l'ordre du jour des séances.

Art. 4. Le Ministre de la Justice informe le Ministre des Affaires étrangères ou l'autorité internationale à laquelle ce dernier a délégué sa compétence en matière de protection des réfugiés de toute mesure de renvoi ou d'expulsion envisagée contre un réfugié reconnu.

Le Ministre des Affaires étrangères ou l'autorité internationale peut adresser au président de la Commission un mémoire en faveur du réfugié.

Art. 5. L'étranger dont le cas est soumis à l'avis de la Commission consultative des étrangers est invité à faire connaître, par écrit, dans les quinze jours :

1^o le nom de la personne qu'il choisit sur la liste des personnes s'occupant de la défense des intérêts des étrangers;

2^o le nom de l'avocat par lequel il désire être assisté ou représenté;

Art. 8. De stemming geschiedt bij meerderheid van de aanwezige leden.

Bij staking van stemmen beslist de stem van de voorzitter of van de ondervoorzitter indien hij als voorzitter optreedt.

Art. 9. De Minister van Justitie detacheert minstens twee ambtenaren bij de Raad om het secretariaat ervan te verzekeren. Zij zijn van een verschillende taalrol en titularis van een graad die ten minste in rang 22 is ingedeeld.

Art. 10. De Raad kan deskundigen raadplegen die geen lid zijn in elke informatie inwinnen betreffende het voorwerp van zijn werkzaamheden.

Art. 11. De Raad stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Minister van Justitie.

Art. 12. De Raad kan subcomités vormen volgens de regels die in zijn huishoudelijk reglement worden vastgesteld.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Art. 14. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 juli 1981.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
Ph. MOUREAUX

N. 81 — 1353

**28 JULI 1981. — Koninklijk besluit
betreffende de Commissie van advies voor vreemdelingen**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, inzonderheid op de artikelen 32 tot 39;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Commissie van advies voor vreemdelingen heeft haar zetel ter plaatse aangewezen door de Minister van Justitie.

Art. 2. De personen bedoeld in artikel 33, eerste lid, 3^e, van de wet van 15 december 1980 worden aan de Minister van Justitie voorgedragen door de instellingen voor bijstand, de groeperingen, bewegingen of organisaties die de belangen van de vreemdelingen verdedigen, op twee lijsten met telkens een werkend lid en twee plaatsvervangers. Elke voordracht vermeldt of de kandidaat Nederlands of Frans kent.

Art. 3. De Commissie vergadert na bijeenroeping door de voorzitter, die de datum, het uur en de dagorde van de zittingen vaststelt.

Art. 4. De Minister van Justitie geeft de Minister van Buitenlandse Zaken of de internationale autoriteit aan dewelke deze laatste zijn bevoegdheid inzake bescherming van de vluchtelingen heeft overgedragen, kennis van elke maatregel tot terugwijzing of tot uitzetting die tegen een erkende vluchteling wordt overwogen.

De Minister van Buitenlandse Zaken of de internationale autoriteit kan bij de voorzitter van de Commissie een memorie ten gunste van de vluchteling indienen.

Art. 5. De vreemdeling wiens geval voor advies aan de Commissie van advies voor vreemdelingen wordt voorgelegd, wordt verzocht, binnen vijftien dagen schriftelijk kennis te geven van :

1^o de naam van de persoon die hij kiest op de lijst van personen die de belangen van de vreemdelingen behartigen;

2^o de naam van de advocaat door wie hij wenst te worden bijgestaan of vertegenwoordigd;